

## Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009

Cette note a pour objet de fournir des éléments quantifiés sur l'impact de la crise sociale qu'ont connu la Guadeloupe et la Martinique au début de l'année 2009<sup>1</sup>. Dans un contexte de ralentissement économique généralisé, il était en effet intéressant d'estimer si ces événements avaient eu un effet qu'on pouvait isoler et si cet impact était encore sensible six mois après la fin de la crise.

Les estimations économétriques révèlent un impact négatif notable de cette crise, un peu plus prononcé à la Guadeloupe qu'à la Martinique ; le secteur le plus touché serait celui de la construction.

Des résultats d'enquête révèlent, quant à eux, que deux tiers des chefs d'entreprise en ressentent encore un impact important sur leur activité, cette proportion atteignant environ 90 % dans le secteur du tourisme.

**La grève générale aux Antilles françaises a débuté à la Guadeloupe le 20 janvier 2009, à l'initiative du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon, mouvement contre l'exploitation outrancière) et s'est étendue à la Martinique le 5 février 2009 sous l'impulsion du Collectif du 5 février.** Elle s'est achevée le 5 mars 2009 à la Guadeloupe, soit après 44 jours de conflit, et le 14 mars 2009 à la Martinique, au 38<sup>e</sup> jour de la mobilisation, avec la signature de protocoles d'accord. Les deux principales revendications qui ont cristallisé cette « grève contre la vie chère » étaient d'une part une baisse des prix, jugés abusifs, de certains produits et services de base, comme le carburant, l'alimentation et les tarifs bancaires, d'autre part la revalorisation des bas salaires, avec un relèvement immédiat de 200 euros nets.

**Cette grève générale aux Antilles a été d'une ampleur inégalée par rapport aux précédentes crises qu'ont connu les deux Départements Français d'Amérique (DFA ; grèves des dockers des ports de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France de 1998 ; grève du port de Jarry de 2004).** En effet, elle a paralysé pendant environ un mois et demi la plupart des secteurs d'activité, en particulier, les petits et grands commerces, les hôtels et les industries liées au tourisme, les établissements scolaires et les transports publics (dont les ports et les aéroports). Parallèlement, les stations-services ont été fermées suite à un mouvement des gérants. Elle a été le théâtre de manifestations records (les 29 et 30 janvier, 12 000 à 65 000 personnes, selon les sources, ont manifesté à Pointe-à-Pitre ; le 5 février, 15 000 à 20 000 personnes ont manifesté à Fort-de-France). A la Martinique, le carnaval a été annulé en février, ce qui ne s'était pas produit depuis l'éruption de la montagne Pelée en 1902 ; à la Guadeloupe, il a été très fortement perturbé.

### I – LA CRISE SOCIALE AUX ANTILLES EST INTERVENUE SUR FOND DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DEFAVORABLE

#### 1 - Un premier semestre 2008 caractérisé par des tensions inflationnistes ayant exacerbé la perception de « vie chère »

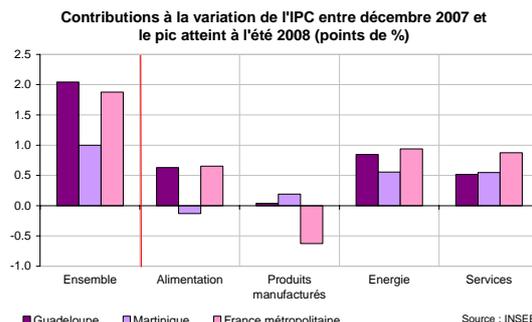
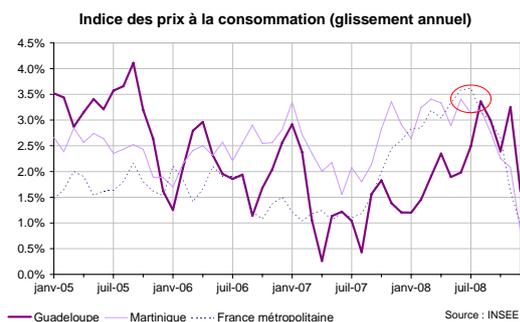
**Une remontée de l'inflation au premier semestre 2008...** Après deux années consécutives de tendance à la baisse à la Guadeloupe et de relative stabilité à la Martinique, l'inflation s'est mise à progresser durant le premier semestre 2008 pour atteindre un pic au cours de l'été à 3,4 % (cf. graphique 1). L'ampleur de la hausse des prix à la Guadeloupe (+2,0 % entre décembre 2007 et août 2008) a été proche de celle constatée en France métropolitaine (+1,9 % entre décembre 2007 et le pic atteint en juillet 2008). Elle a été en revanche moins marquée à la Martinique (+1,0 % entre décembre 2007 et juin 2008) où des tensions inflationnistes, en particulier sur les produits alimentaires, étaient apparues dès le second semestre 2007, suite au passage du cyclone *Dean*.

**... principalement tirée par les produits énergétiques et alimentaires, mais aussi par les services.** Dans un contexte de tensions mondiales sur les prix du pétrole, les produits énergétiques ont été les principaux contributeurs à la hausse de l'inflation dans les Antilles françaises (contribution à hauteur de 0,8 point à la Guadeloupe et de 0,6 point à la Martinique, cf. graphique 2). Les produits alimentaires ont également tiré l'inflation à la hausse à la Guadeloupe (contribution de 0,6 point), dans un contexte de vive progression des prix des matières premières. A la Martinique en revanche, les prix alimentaires se sont quelque peu assagis durant la première partie de l'année 2008, après les hausses marquées enregistrées en 2007. Enfin, au sein des deux géographies, les services ont également participé à la progression de l'inflation (contribution de 0,5 point).

<sup>1</sup> Le détail des travaux économétriques, dont les résultats sont ici présentés, est exposé dans la note de l'Institut sur le sujet.

En outre, alors que l'inflation énergétique a commencé à reculer dès juillet 2008 en France métropolitaine, **le mouvement de repli a été plus tardif à la Guadeloupe et à la Martinique, s'enclenchant seulement à partir du mois d'octobre.**

### Graphiques 1 et 2 : Evolution comparée de l'inflation

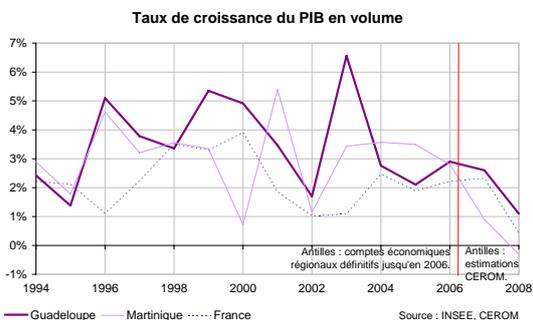


## 2 - Un ralentissement marqué de l'activité économique au cours de l'année 2008

**Selon les comptes économiques rapides, les économies guadeloupéenne et martiniquaise ont enregistré en 2008 leur plus mauvais résultat sur les 15 dernières années.** Le PIB en volume à la Guadeloupe a progressé de 1,1 % en 2008 après +2,6 % en 2007 ; à la Martinique, il a même reculé de 0,3 % en 2008, après une hausse de 0,9 % en 2007.

**Au sein des deux géographies, c'est la FBCF<sup>2</sup> et, à un moindre degré, la consommation des ménages qui ont principalement contribué au ralentissement de l'activité économique.** Ainsi, la progression de la FBCF est passée de 4,3 % en 2007 à 2,3 % en 2008 à la Guadeloupe ; à la Martinique, l'investissement a même reculé de 2,5 % (après +5,5 % en 2007), alors qu'il avait été le principal moteur de la croissance depuis 2003. La consommation des ménages a également pénalisé la croissance au sein des deux économies antillaises (seulement 0,8 % à la Guadeloupe ; 0,3 % à la Martinique), dans un contexte d'érosion du pouvoir d'achat des ménages liée aux tensions inflationnistes et de dégradation du marché du travail (le nombre de demandeurs d'emploi s'est mis à croître depuis le troisième / quatrième trimestre 2008 après environ 2,5 ans à 3 ans de baisse).

### Graphique 3 et tableau 1 : Croissance économique aux Antilles françaises



Taux de croissance en volume (%)	Guadeloupe		Martinique	
	2007	2008	2007	2008
PIB	2.6	1.1	0.9	-0.3
importations	4.6	3.6	-0.6	5.4
consommation des ménages	1.1	0.8	0.3	-0.3
consommation des administrations publiques	2.0	2.6	2.9	-0.5
FBCF	4.3	2.3	5.5	-2.5
exportations	-2.7	-12.4	-29.3	4.2
dépenses touristiques	2.5	-5.0	0.0	-5.0

**Des facteurs internes propres expliqueraient en grande partie le ralentissement de la croissance économique en 2008 à la Guadeloupe et à la Martinique.** Ainsi, à la Martinique, le moindre dynamisme de la commande publique<sup>3</sup> a pesé sur le secteur de la construction, qui a accusé une baisse importante en 2008 (-2,4 % en volume selon les comptes CEROM 2009), contribuant à hauteur d'environ -0,2 point au recul du PIB en volume (ce qui est considérable rapporté à une diminution de ce dernier de 0,3 %). A la Guadeloupe, un ralentissement sensible de la commande publique a également été enregistré en 2008 (retard au démarrage de grands chantiers tels que celui de la rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre). Conjugué à la grève des transporteurs de granulats (qui a engendré des perturbations dans le processus de distribution du ciment), ce ralentissement a contribué au repli de la progression de l'activité du secteur de la construction. Ce secteur a néanmoins continué de croître de 2,2 % en volume selon les comptes CEROM 2009 (contre 4,0 % en 2007). En outre, à la Martinique comme à la Guadeloupe, les débats autour de la Loi pour le développement économique de l'outre-mer (LODEOM) en 2008, et en particulier les incertitudes sur l'évolution des dispositifs de défiscalisation, pourraient avoir favorisé un certain attentisme de la part des investisseurs.

**Le ralentissement économique constaté en 2008 dans les Antilles françaises n'est toutefois pas sans lien avec la crise économique et financière mondiale,** commencée aux Etats-Unis à l'été 2007 et qui s'est intensifiée à compter de l'été 2008. Bien que les effets de cette crise sur l'activité dans les Antilles françaises soient difficiles à quantifier, il est probable que celle-ci ait contribué au ralentissement de l'activité économique de ces géographies via trois canaux principaux :

- des tensions sur le coût et l'accès au financement des entreprises et des ménages ;
- une baisse de la fréquentation touristique (en 2008, cette baisse aurait été du même ordre dans les Antilles françaises que dans le reste des Caraïbes) ;

<sup>2</sup> Formation brute de capital fixe i.e. l'investissement.

<sup>3</sup> Celle-ci comprend les travaux routiers, les travaux de génie civil et les constructions publiques dont les bâtiments administratifs, les établissements scolaires et infrastructures portuaires et aéroportuaires.

- plus marginalement<sup>4</sup>, une réduction de la demande mondiale adressée aux produits exportés par la Guadeloupe et la Martinique (principalement, les produits agricoles et agro-alimentaires comme les produits de la filière sucrière et les bananes et, dans une moindre mesure, certains biens d'équipement ; les produits énergétiques à la Martinique).

## II – DE PREMIERS ELEMENTS QUANTIFIES SIGNALENT UN IMPACT ECONOMIQUE NOTABLE PROPRE A LA CRISE SOCIALE AUX ANTILLES

### 1 -L'approche adoptée

**Une mesure de l'impact économique « individuel » de la crise sociale sur quelques variables clés est proposée.** A défaut d'estimer l'impact économique net global de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (cf. encadré 1), une évaluation de ses effets sur quelques variables clés prises individuellement est proposée. Les variables choisies correspondent aux principaux indicateurs disponibles en fréquence infra annuelle habituellement mobilisés pour analyser la conjoncture économique outre-mer. En particulier, l'étude se concentre sur les variables clés associées à la consommation des ménages, à la FBCF, à la construction<sup>5</sup>, au tourisme et au secteur agricole / agro-alimentaire, en raison de leur importance dans la croissance des économies antillaises (cf. tableau 2). La méthode d'estimation utilisée, qui correspond à l'approche adoptée par l'INSEE (2007)<sup>6</sup>, est basée sur une extrapolation de la tendance qui prévalait avant la crise sociale ; l'effet de la crise sociale sur une variable est mesuré par l'écart entre la variable considérée effectivement observée et une estimation de cette variable qui aurait été potentiellement réalisée en l'absence de crise sociale (cf. Note de l'Institut correspondante). Il est entendu que de telles estimations devront être prises avec précaution en raison de la possible fragilité du modèle retenu, ainsi que des aléas autres pouvant affecter la variable.

**Tableau 2 : Principales variables étudiées**

Principales variables d'intérêt	Contributions à la croissance du PIB (% du total)*	Principales variables proxy étudiées
Consommation des ménages	58%	Importations de biens de consommation Immatriculations de véhicules de tourisme
FBCF	21%	Importations de biens d'équipement Enquête (question sur l'investissement)
Construction	6%	Ventes de ciment Attestations de conformité sur logements neufs
Tourisme	nd (environ 7% du PIB marchand*)	Nuitées hôtelières Croisiéristes
Secteur agricole / agro-alimentaire	2%	Exportations de bananes Exportations de rhum

\* moyenne Guadeloupe + Martinique 1994-2006.

\*\* section 3-2 ci-après.

#### Encadré 1 : Contraintes de l'exercice de quantification de l'impact économique de la crise sociale aux Antilles

L'exercice de quantification des effets de la crise sociale présenté ci-après se heurte à trois limites principales. Une première difficulté vient de ce que, dans le cas des DOM, on ne dispose pas de comptes économiques trimestriels. Par conséquent, les effets de la crise ne pourront être mesurés que sur des variables approchées de celles que l'on souhaiterait directement étudier (PIB, consommation des ménages, FBCF, etc.). La seconde vient de ce que l'on ne dispose pas d'une maquette comptable<sup>7</sup> qui permettrait d'appréhender l'impact économique net global de la crise, en prenant en compte les effets de bouclage entre les différents secteurs (cf. possibles effets de substitution). Enfin, une troisième difficulté tient à ce qu'il n'existe pas d'étude d'impact passée qui pourrait servir de référence. En particulier, les deux précédents conflits d'importance dans les Antilles (grève des dockers du port de Jarry à la Guadeloupe entre la mi-octobre et la mi-décembre 2004 et grèves des dockers des ports de Fort-de-France et de Pointe-à-Pitre en 1998) n'ont pas alors fait l'objet d'études d'impact économique.

### 2 - Synthèse des principaux résultats

**L'examen de la grande majorité des variables conjoncturelles sélectionnées révèle sans surprise un impact négatif significatif de la crise sociale sur l'activité économique de la Guadeloupe et de la Martinique,** avec un pic généralement atteint au mois de février. Cet impact serait quelque peu plus marqué à la Guadeloupe qu'à la Martinique, en particulier dans le secteur touristique. Le secteur le plus affecté par la crise sociale serait celui de la construction ; les indicateurs relatifs à la FBCF, dont une majorité émane de la branche construction, confirment cet effet notable. En revanche, un impact propre à la crise sociale sur le secteur agricole / agro-alimentaire ne peut à ce stade être mis en évidence. Dans ces secteurs, un effet lié au passage du cyclone Dean en 2007 (en particulier, sur les exportations de bananes) ressort en revanche nettement, comme on s'y attendait. Enfin, l'effet de la crise sociale de début 2009 paraît plus marquant sur les variables étudiées que celui des précédentes grèves (grèves des dockers des ports de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France de 1998 ; grève du port de Jarry de 2004).

<sup>4</sup> Les Etats étrangers ont absorbé moins de 15 % des exportations guadeloupéennes en 2008 (dont 9,5 % à destination de l'Union Européenne hors France). Le poids des exportations vers d'autres pays que la France (y compris DOM – COM) reste également marginal à la Martinique (inférieur à 10 %), avec une concentration vers les partenaires caribéens et l'Amérique du nord.

<sup>5</sup> Le terme de « construction » est à entendre au sens de la comptabilité nationale ; il regroupe les secteurs du bâtiment et des travaux publics.

<sup>6</sup> « Impact des grèves dans les transports sur l'activité du quatrième trimestre de 2007 », Encadré de la *Note de conjoncture*, juillet.

<sup>7</sup> Des travaux ultérieurs pourraient toutefois être engagés en concertation avec l'INSEE à l'aide de TABLO.

**Tableau 3 : Synthèse des effets « individuels » de la crise sociale sur les variables étudiées**

Principales variables d'intérêt	Principales variables « proxy » étudiées	Effets estimés de la crise sociale (entre parenthèses, mois significatifs)	
		Guadeloupe	Martinique
Consommation des ménages	Importations de biens de consommation	++ (janvier-février)	++ (février)
	Immatriculations de véhicules de tourisme	++ (janvier-février)	+ (mars)
FBCF	Importations de biens d'équipement	+++ (février)	+++ (janvier-février)
	Enquête (question sur l'investissement)	++	+
Tourisme	Nuitées hôtelières	+++ (février-mars)	+ (février)
	Croisiéristes	+	++
Construction	Ventes de ciment	++++ (janvier-février, léger rattrapage mars)	+++ (février, léger rattrapage mars)
	Attestations de conformité sur logements neufs	++ (janvier)	+++ (février-mars)
Secteur agricole / agro-alimentaire	Exportations de bananes	ns	proche de 0
	Exportations de rhum	ns	ns
Total	« Agrégation » + composante passée de l'ICA <sup>8</sup> .	+++ (février)	++ (février)

NB : l'intensité de l'impact de la crise sociale sur les variables étudiées est signifiée par le nombre de « + » ; une estimation chiffrée de cet impact est présentée dans la note de l'Institut sur le sujet.

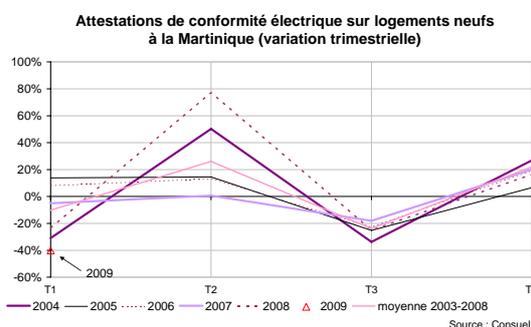
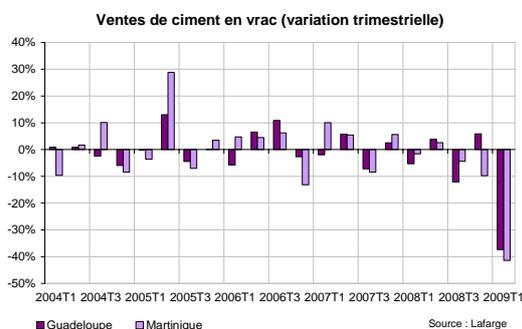
### 3 - Focus sur deux secteurs clés : la construction et le tourisme

#### 3 - 1 La construction

**Le secteur de la construction joue un rôle clé au sein des économies antillaises.** Sur la période 1994-2006, il a contribué en moyenne à hauteur de 9,5% à la croissance annuelle guadeloupéenne (en valeur) et à hauteur de 3,3 % à celle de la Martinique. En y ajoutant les services immobiliers, le secteur de la construction au sens large représentait environ 20 % de la valeur ajoutée et les deux tiers de la FBCF à la Guadeloupe et à la Martinique en 2006.

**Déjà en repli depuis plusieurs trimestres, l'activité dans le secteur de la construction a connu un coup d'arrêt au premier trimestre 2009 au sein des deux DFA.** Ainsi, les ventes de ciment ont accusé un recul de plus de 37 % à la Guadeloupe par rapport au trimestre précédent et de plus de 41 % à la Martinique ; dans les deux cas, cette évolution constitue le plus fort recul trimestriel enregistré depuis les années 1990. Une diminution beaucoup moins prononcée avait été observée au cours des épisodes de grève précédents. Les attestations de conformité électrique sur logements neufs ont également enregistré une baisse historiquement élevée au premier trimestre 2009 à la Guadeloupe (- 30 % en variation trimestrielle) et à la Martinique (- 40 %), en particulier par rapport à l'évolution habituellement observée à cette période de l'année.

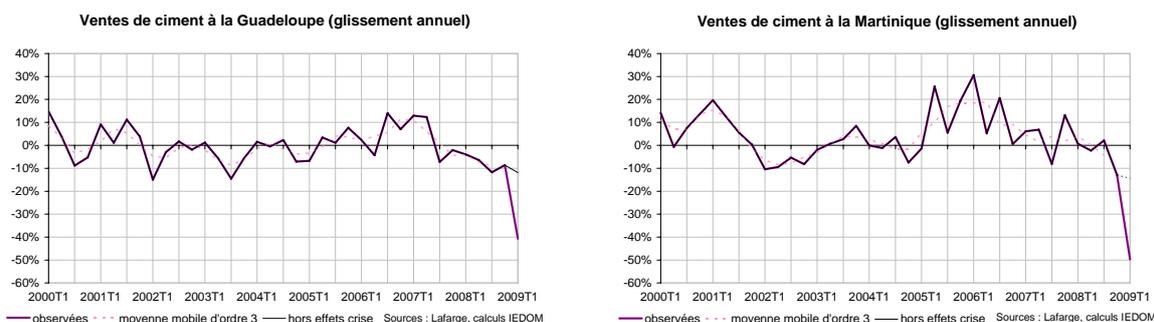
**Graphiques 4 et 5 : Ventes de ciment (en vrac) et attestations de conformité sur logements neufs**



**Un impact spécifique de la crise sociale peut être mis en évidence sur les variables d'activité relatives au secteur de la construction à la Guadeloupe et à la Martinique.** Cet effet ressort particulièrement fort sur les ventes de ciment, notamment à la Guadeloupe. Pour illustration, hors effets de la crise sociale et toutes choses égales par ailleurs, les ventes de ciment n'auraient reculé à la Guadeloupe que d'environ 12 % au premier trimestre 2009 (en glissement annuel) contre une baisse effective de plus de 40 %.

<sup>8</sup> Indicateur de climat des affaires construit, par une analyse en composantes principales, à partir des principaux soldes d'opinion de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM.

## Graphiques 6 et 7 : Ventes de ciment observées et estimées hors effets crise sociale

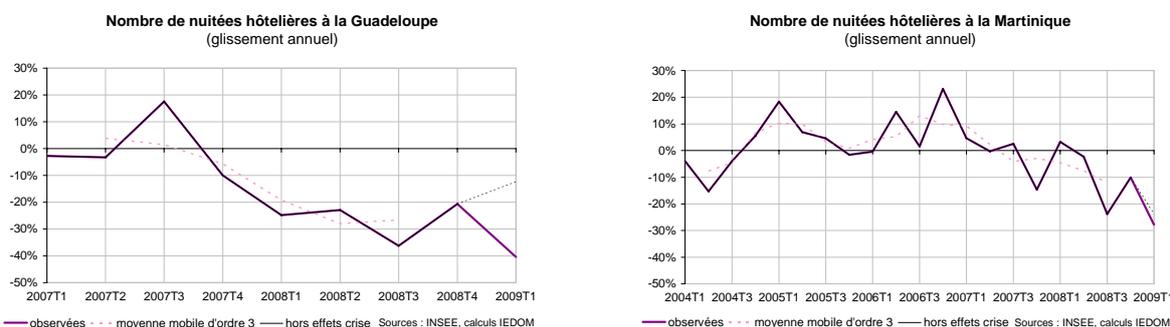


### 3 - 2 Le tourisme

**Le tourisme constitue un secteur important des économies antillaises.** A la Guadeloupe, le tourisme de séjour représentait en 2005 environ 5 % du PIB total et 7 % du PIB marchand (INSEE Antilles-Guyane, 2007)<sup>9</sup>. A la Martinique, une étude<sup>10</sup> de 2003 chiffrait l'impact du tourisme international à 7 % du PIB marchand en 2000<sup>11</sup>. Par ailleurs, ce secteur employait en 2006 de l'ordre de 5 % des salariés à la fois à la Guadeloupe et à la Martinique. En outre, la grève générale aux Antilles est intervenue à une date particulièrement critique pour le secteur touristique dans la mesure où le premier trimestre correspond à la « haute saison » dans ces géographies (décembre à avril).

**Après une année 2008 particulièrement difficile, le secteur touristique s'est nettement replié au premier trimestre 2009 dans les Antilles françaises.** Connaissant un véritable coup d'arrêt, le nombre de passagers était inférieur d'environ 20 % à la Guadeloupe au premier trimestre 2009 par rapport à la moyenne observée à cette période au cours des années 2001-2008, contre de l'ordre de 10 % à la Martinique. Le nombre de nuitées hôtelières était pour sa part inférieur d'environ 50 % à la Guadeloupe contre de l'ordre de 25 % à la Martinique. Néanmoins, le recul du nombre de nuitées hôtelières observé au premier trimestre 2009 s'inscrit dans la tendance baissière constatée au cours des trimestres précédents, surtout à la Martinique. Dès lors, il n'est pas surprenant qu'un effet propre à la crise sociale sur le nombre de nuitées hôtelières puisse être davantage mis en évidence pour la Guadeloupe. Le nombre de croisiéristes a également reculé au sein des deux DFA, avec cette fois un mouvement plus prononcé à la Martinique<sup>12</sup>.

## Graphiques 8 et 9 : Nombre de nuitées hôtelières observées et estimées hors effets crise sociale



En reprenant la méthodologie de l'INSEE Antilles-Guyane (2007), en particulier sous l'hypothèse forte d'une bonne corrélation entre la fréquentation touristique (mesurée par le nombre de nuitées hôtelières et de croisiéristes) et les dépenses des non-résidents (non connues en fréquence infra-annuelle), l'impact de la crise sociale aux Antilles lié au tourisme pourrait être estimé à environ de - 1,5 % du PIB à la Guadeloupe et - 0,5 % à la Martinique.

**Tableau 4 : Estimation de l'impact de la crise sociale aux Antilles sur le PIB lié au tourisme**

	Guadeloupe	Martinique
(1) Estimations effet crise sociale sur journées recensées dont	-30%	-12%
- sur nuitées hôtelières	-31%	-5%
- sur nombre croisiéristes	-30%	-56%
(2) Impact tourisme PIB (estimations INSEE)	5%	4%
(1) x (2) Estimations impact crise sociale PIB lié au tourisme	-1.5%	-0.5%

*NB : l'effet de la crise sociale sur le nombre de nuitées hôtelières est estimé ; en revanche, comme on ne peut pas estimer économétriquement l'impact de la crise sociale sur le nombre de croisiéristes (faible nombre de points disponibles et discontinuité), on fait l'hypothèse forte que l'écart entre le nombre de croisiéristes au premier trimestre 2009 et le niveau moyen lors d'un premier trimestre observé entre 2001 et 2008 est entièrement expliqué par la crise sociale.*

<sup>9</sup> « Le tourisme en Guadeloupe : impact du tourisme sur l'activité et l'emploi », *Premiers résultats*, N° 9, mars.

<sup>10</sup> INSEE – ARDTM – Université Antilles-Guyane.

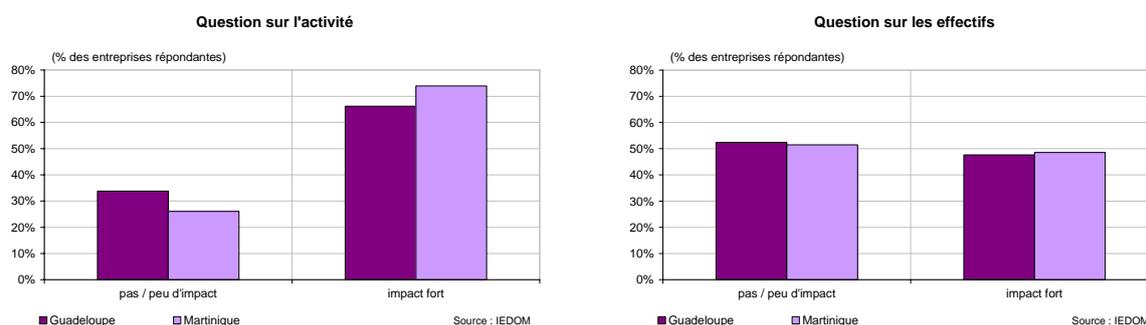
<sup>11</sup> Les estimations faites pour ces deux géographies prennent en compte à la fois les effets économiques directs, indirects et induits du tourisme.

<sup>12</sup> Le nombre de croisiéristes était inférieur d'environ 30 % à la Guadeloupe au premier trimestre 2009 par rapport à la moyenne observée à cette période au cours des années 2001-2008 contre de l'ordre de 55 % à la Martinique.

# III – L'ENQUETE SPECIALE DE L'IEDOM SIGNALE LA PERSISTANCE D'UN EFFET NEGATIF DE LA CRISE SOCIALE SUR LE SECTEUR MARCHAND

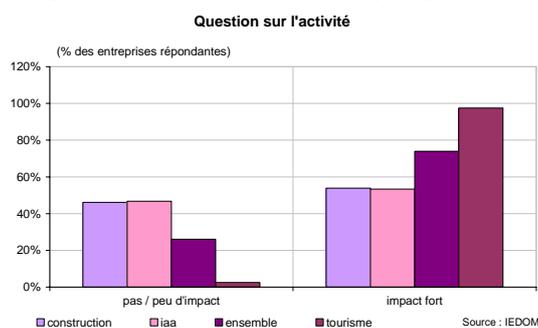
**Un impact défavorable résiduel globalement fort de la crise sociale est observé sur les entreprises du secteur marchand dans les Antilles françaises.** Selon l'enquête spéciale crise sociale conduite au quatrième trimestre 2009 par l'IEDOM (cf. encadré 2), environ deux tiers des chefs d'entreprises interrogés signalent un impact défavorable toujours fort de la crise sociale sur leur activité, six mois après la fin de celle-ci, à la fois à la Martinique et à la Guadeloupe. Une même proportion d'entreprises se plaint de conséquences encore négatives de la crise sociale sur leur trésorerie à la Martinique à fin septembre 2009. En revanche, au sein des deux géographies, l'impact résiduel de la crise sociale sur leurs effectifs ressort moins marqué, puisque « seulement » la moitié des entreprises interrogées jugeaient cet impact encore fort. Ce moindre impact pourrait provenir de reports de charges sociales ayant permis de limiter à court terme les licenciements ; ceux-ci pourraient toutefois intervenir au cours des trimestres à venir si l'activité tardait à reprendre.

**Graphiques 10 et 11 : Enquête spéciale crise sociale de l'IEDOM – impact résiduel de la crise sociale à fin septembre 2009 (ensemble des entreprises du secteur marchand)**



**Le tourisme se distingue des autres secteurs avec une proportion d'entreprises particulièrement élevée, de l'ordre de 90 %, déclarant subir des retombées toujours négatives** sur leur activité et leur trésorerie des mouvements sociaux de début d'année au sein des deux DFA (l'« image touristique » des Antilles françaises ayant pu être atteinte). Au contraire, à la Martinique, le secteur de la construction, fortement touché par la crise sociale, sentirait moins ses effets directs à fin septembre 2009 (et ce, sur les trois questions) ; les difficultés de ce secteur proviendraient sans doute davantage d'autres facteurs (contraction de la demande publique, crise financière).

**Graphique 12 : Enquête spéciale crise sociale de l'IEDOM – impact résiduel de la crise sociale à fin septembre 2009 à la Martinique (par secteur d'activité)**



**Encadré 2 : l'enquête spéciale crise sociale de l'IEDOM conduite au quatrième trimestre 2009**

L'IEDOM a ajouté, lors de sa campagne d'enquête de conjoncture « habituelle » auprès des chefs d'entreprises du secteur marchand du quatrième trimestre 2009, trois questions additionnelles relatives à l'impact résiduel de la crise sociale sur l'activité, les effectifs et la trésorerie des entreprises, six mois après la fin des mouvements sociaux. Les taux de réponse obtenus pour ces trois questions additionnelles ont été dans l'ensemble corrects à la Martinique (autour de 60 %), mais relativement faibles à la Guadeloupe (autour de 40 / 45 %). En outre, à la Martinique, l'échantillon des entreprises répondantes ressort plutôt stable d'une question à une autre, ce qui assure la cohérence des résultats obtenus. A la Guadeloupe, le panel des entreprises répondantes diffère assez nettement d'une question à une autre, ce qui fragilise l'interprétation des résultats. Les réponses obtenues ont été agrégées en tenant compte de l'importance relative à la fois de chaque entreprise et de chaque sous-secteur en termes d'effectifs, en conformité avec la méthodologie utilisée pour l'enquête de conjoncture « habituelle » de l'IEDOM.